

AGRICULTURE

Un centre international de recherche pour Alger

Inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du mémorandum d'entente signé le 24 novembre 2010 entre l'Institut national de recherche agronomique d'Algérie (INRAA) et l'Administration du développement rural de la République de Corée (RDA), le centre international de recherche agricole Kopia Algérie a été inauguré, hier, à Alger, par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, en présence de l'ambassadeur de la République de la Corée du Sud, Sung Joo Choi.

Ce centre, dont le siège est situé dans l'enceinte-même de l'INRAA (El-Harrach), aura pour mission d'effectuer des tests d'adaptation pour des variétés d'orge et de blé, l'installation d'une serre, de type coréen, pour la recherche sur le développement des cultures hydroponiques (hors sol), ainsi que la mise en place d'une unité pilote de démonstration pour la production industrielle de semences de pomme de terre. Une expérience qui permettra une production de légumes frais, tout au long de l'année, à travers l'adaptation de la semence au climat des quatre saisons. Le centre Kopia, qui est déjà présent

dans 15 pays, permettra à l'Algérie, selon Rachid Benaïssa, de se lancer dans une agriculture moderne en mettant à la disposition des chercheurs algériens les pratiques et les expériences technologiques les plus récentes en la matière dans le monde. Il s'agit, cette fois-ci, selon toujours le ministre de l'Agriculture, d'un «véritable transfert de technologie».

Ce principe a été d'ailleurs confirmé par l'ambassadeur de la République de Corée du Sud, Sung Joo Choi, qui a affirmé la volonté de son pays à «accompagner techniquement» l'Algérie dans la réalisation de divers projets, notamment d'ordre agricole

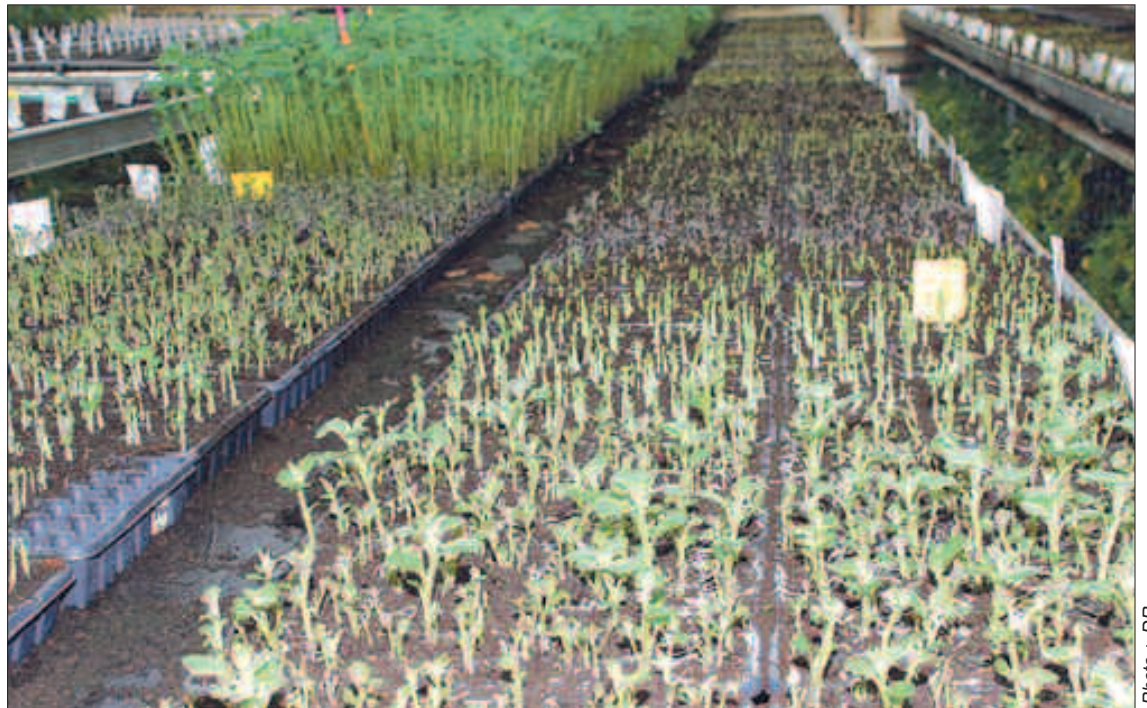


Photo : DR

dans le Grand Sud algérien. La technologie sud-coréenne sera également sollicitée dans d'autres projets qui sont actuellement à l'étude et qui devront être lancés dans les deux prochaines années.

Ainsi, l'installation de ce

centre permettra, selon son directeur général, Seung Ryong Cheong, au laboratoire de production de semences de base de pomme de terre de Tiaret, d'être mieux supervisé et plus efficace. Ce laboratoire, qui produit actuelle-

ment 20 % des besoins locaux en matière de semences de base, sera appelé à redoubler de productivité et réduire autant que possible le recours de l'Algérie à son importation.

Mehdi Mehenni

L'AMBASSADEUR DE LA CORÉE DU SUD AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Il nous faut encore du temps pour investir en Algérie»

Dans cet entretien qu'il a bien voulu nous accorder, l'ambassadeur de la République de la Corée du Sud en Algérie, M. Sung Joo Choi, situe le niveau de la coopération bilatérale et évoque quelques créneaux pour une assise encore plus ancrée à l'avenir. Il estime que l'investissement coréen en Algérie interviendra une fois que les échanges commerciaux auront atteint une plus ample densité.

Le Soir d'Algérie : Vous êtes en poste en Algérie depuis mars 2009, quelle est votre impression sur l'économie algérienne ?

M. Sung Joo Choi : Il faut dire que nous traversons une situation difficile depuis la crise financière mondiale. Or cette crise, ne s'est pas répercutée sur tous les pays, à l'exemple de l'Algérie dont l'état financier est resté sain, avec une réserve de changes importante et une dette extérieure très minime.

Justement, cette aisance financière ne vous pousse-t-elle pas à investir en Algérie ?

Je crois qu'il faut encore du temps pour que les entreprises coréennes investissent et

s'installent en Algérie. Il y a d'abord un manque de connaissance du marché d'investissement algérien. Les relations entre les deux pays sont très récentes par rapport à d'autres. Avant 1990, il n'existait aucune relation officielle entre l'Algérie et la Corée du Sud, puis il y a eu la décennie noire, une période qui a dicté des relations très restreintes... Ce n'est qu'à partir de 1999, avec l'arrivée du président algérien actuel, Abdelaziz Bouteflika, que les relations entre les deux pays ont commencé à se porter mieux.

Mais il revient justement aux ambassades de relever les opportunités d'investissement de part et d'autre.

Nos deux ambassades travaillent depuis quelque temps dans ce sens, mais il faut d'abord que nos deux peuples se connaissent et apprennent davantage de choses les uns sur les autres, développer aussi les échanges commerciaux, l'import-export, avant d'engager des investissements directs et à long terme.

D'autant plus que les opérateurs coréens préfèrent pour le moment investir en Asie plutôt qu'ailleurs. Actuellement, nous comptons une trentaine d'entreprises coréennes présentes en Algérie dans le domaine de l'électroménager, la construction en général, mais c'est tout juste des partenariats et des marques représentées...

Comme je l'ai déjà souligné, ce n'est pas encore le moment pour aller vers un investissement de production en Algérie.

Nos échanges commerciaux, qui se limitent actuellement à 2 milliards, de dollars doivent



Photo : DR

connaître une plus ample densité.

Le programme quinquennal de l'Algérie intéresse beaucoup de pays pour décrocher la réalisation de projets, est-ce aussi une opportunité pour la Corée du Sud ?

Je me permettrais de dire que nous avons une autre vision de l'investissement en Algérie. C'est

plutôt dans une logique d'échange d'expériences, de transfert de technologie et de développement économique que nous voulons opérer. L'installation du Centre international de recherche agricole, Kopia, en Algérie s'inscrit justement dans cette perspective. Après la libération nationale de la Corée du Sud, l'émergence a été très difficile

pour nous, et nous avons subi une dure expérience, car c'était une question de survie pour nous que de développer notre économie.

C'est pour cela que nous sommes différents des autres pays, et nous sommes mieux positionnés pour partager notre expérience avec l'Algérie. L'Algérie est en pleine émergence économique et à travers notre collaboration, nous pouvons lui faire éviter les erreurs et les échecs que nous avons dû commettre par le passé. Pour nous, la formation reste primordiale, car le facteur humain favorise un développement durable. Nous recevons chaque année 100 cadres algériens pour les former dans différents domaines précis, à la demande des départements ministériels concernés. A partir de 2012, ce chiffre passera à 150 fonctionnaires algériens qui bénéficieront de formations spécifiques.

Entretien réalisé par Mehdi Mehenni